

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 23 octobre 2012

# La filière automobile : comment relever les défis d'une transition réussie ?

## Déclaration du groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

D'une certaine façon, la question automobile est parfaitement emblématique des nombreux défis auxquels nous avons à répondre en tant que société. Tout y est, la crise économique, la crise énergétique, le réchauffement climatique, le déclin industriel, la concurrence internationale, le déplacement, non seulement de l'offre mais également de la demande, l'évolution des modes de consommation.

Dans ce contexte, l'avis met en exergue le décalage conflictuel entre la nécessité d'évoluer de façon radicale, de repenser en profondeur la filière automobile, voire le secteur industriel, et l'accompagnement indispensable des milliers de travailleurs concernés mais également des millions d'usagers qui sont encore fortement dépendants aujourd'hui de la voiture, du fait, notamment, des choix de société passés.

Faut-il sauver la filière automobile telle que nous la connaissons aujourd'hui ou faut-il profiter de cette crise pour repenser entièrement notre stratégie industrielle ? Il nous semble que, dans cet avis, la dimension prospective et la stratégie de long terme ont été négligées au profit de mesures de sauvetage.

Les nouvelles générations n'ont pas le même rapport à l'automobile que les générations précédentes. Si la voiture reste souvent nécessaire, en particulier dans les zones rurales, elle est désormais davantage un outil de mobilité et un gouffre financier que l'incarnation de la liberté qu'elle a pu être. La conscience environnementale accrue des jeunes générations participe évidemment de ces évolutions.

L'avis présente comme un retard accumulé par la France et l'Europe, ce qui est en réalité, sans doute, les prémices d'une nouvelle société. Il n'en demeure pas moins que la transition doit être accompagnée, l'État et l'Europe ont à cet égard un rôle majeur à jouer. Sur ce point, nous rejoignons les positions exposées dans l'avis.

Les gains de compétitivité doivent avant tout être recherchés du côté de l'innovation et de l'avance technologique. La recherche et le développement sont ainsi, à juste titre, mis au rang des priorités par l'avis. Cependant, le CESE aurait pu être plus ferme sur la nécessité de s'assurer que le crédit d'impôt recherche, dont il propose la pérennisation, était bien alloué au financement de la recherche et non détourné à des fins d'optimisation fiscale.

Enfin, nous avons noté avec intérêt les enjeux de formation soulignés dans l'avis. Un double défi se pose à la filière automobile : d'une part, les évolutions de la filière imposent une hausse des qualifications et des compétences des salariés qui rend nécessaire une formation initiale et continue de qualité, d'autre part, les doutes, quant

aux perspectives de la filière, ont fortement nuit à l'attractivité de ses métiers et la question du renouvellement des générations se pose.

Face à ces enjeux, il nous paraît important d'augmenter le niveau de qualification des jeunes et de promouvoir des formations qui permettent aux jeunes de s'adapter aux évolutions des métiers qui, dans l'automobile, comme dans les autres secteurs, seront nombreuses au cours de leur vie.

En raison des réserves exprimées, le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse a voté contre l'avis.